

FACE AU COUP DE FORCE MILITARO-FASCISTE: AVANT TOUT, REFUSER LA SERVITUDE...

Nous devons en arriver là! Plusieurs années d'une exaltation frénétique de l'Armée, le refus permanent des politiques de sanctionner les exactions et les crimes des militaires, la lâcheté des gouvernements successifs devant les dangereuses initiatives politico-stratégiques de l'état-major d'Alger devaient obligatoirement créer cette situation explosive.

Dans les colonnes de ce journal, depuis trois ans, nous n'avons pas cessé de dénoncer l'inconscience criminelle d'hommes dont la politique colonialiste et cocardière ouvrait le chemin à une aventure militaro-fasciste.

Dans le numéro précédent, nous avons nettement situé les responsabilités: s'ils échappent à la justice populaire, ni les Mollet, ni les Lacoste, ni quelques autres bouffons aux grimaçants masques d'un faux socialisme n'échapperont au jugement de l'histoire.

Mais se lamenter sur le passé serait vain à l'heure «où une terrible menace pèse sur ce que ce pays compte encore de libertés.

Face au déchaînement fasciste qui gronde sur les rives algériennes, où plus d'un porteur de képi rêve de chausser les bottes de Franco, nous devons opposer un barrage de TOUTES les énergies populaires.

Sans être dupes. Sans ignorer que les pantins politiques peuvent demain tout lâcher et ramper devant la Jeanne d'Arc gaulliste comme, naguère, la plupart d'entre eux rampèrent devant Pétain. Sans ignorer non plus que les communistes peuvent demain, sur un ordre de Moscou, s'aligner sur un gouvernement de Gaulle, promoteur d'une politique "d'indépendance" qui s'éloignerait de l'Amérique.

Mais il appartient, justement, aux minorités révolutionnaires de pârer à ce double danger en influant, par leur présence et leur action, sur le mouvement de résistance. Aujourd'hui, il faut faire front contre le danger PRESENT.

Le fragile gouvernement Pflimlin incapable de mater la rébellion militaire, incapable de faire un choix clair, se lance dans une ahurissante réforme de la Constitution qui, dans la situation actuelle, n'aura pour résultat que de frayer les avenues du pouvoir au général de Gaulle. Refusant de s'appuyer sur les masses populaires, ce gouvernement est à la merci d'un coup de force militaire opéré dans la métropole même, avec le concours d'une police gangrénée par les éléments fascistes et appuyé par un débarquement aéroporté de parachutistes venus d'Algérie (1).

Pour les généraux félons et les colonels de pronunciamiento de l'armée d'Algérie, portés au pouvoir par un soulèvement fasciste, il ne reste, pour sortir de l'impasse où ils se sont fourvoyés, qu'une alternative: ou capituler devant Paris, ou, selon les paroles du général Salan, "*remonter les Champs-Élysées*".

Certes, devant ce choix, une hésitation fait flotter ces héros de paccotille dans l'exécution de leur carnaval militaire. On le devine à certaines réticences. Ainsi, le général Massu, le lendemain même où il s'est emparé du pouvoir, proclame qu'il n'est pas un général factieux! Ainsi, le général Salan, hier encore vomi par les ultras au point que ceux-ci tentèrent de l'assassiner, se laisse porter au pouvoir, sans pour autant rompre avec Paris! Ainsi, l'autorité militaire accueille Soustelle avec des fleurs, mais refoule sans ménagement trois poujadistes notoires!

(1) Les formations de parachutistes, véritable armée dans l'armée, sont les seuls éléments "sûrs" sur lesquels s'appuient les factieux algériens, à preuve que, selon une lettre reçue ces jours derniers d'Alger, les jeunes recrues de la métropole sont, depuis le 14 mai, consignées dans les casernes, celle-ci étant gardées par des parachutistes.

Ces hésitations s'expliquent: il est plus facile d'abattre un "suspect" au détour d'une rue ou "d'interroger" un fellagha capturé, voire même de s'emparer du pouvoir par surprise, que de faire face à une réalité, moins disposée à se laisser violer que la "légalité républicaine".

Ce flottement était tel que l'incendie se fût sans doute résorbé en un feu de bengale si le général de Gaulle n'était venu ranimer les flammes déclinantes du brasier.

Dans un discours théâtral où la bouffonnerie le disputé à la vanité, l'ermite de Colombey-les-deux-Eglises a cautionné la félonie des officiers de l'armée d'Algérie et, en termes à peine voilés, a incité leurs collègues de la métropole à les imiter **(2)**.

Sans doute n'est pas dangereux en lui-même l'homme qui, même à Londres, n'a jamais été autre chose qu'une enseigne, dont le sens politique se mesure en raison inverse de sa taille. Mais sont dangereux ceux qui s'agitent autour de lui et le manœuvrent comme un pantin providentiel.

Ces propos ont ranimé la fièvre délirante de tout ce que l'Algérie compte d'ultras, d'anciens collabos, de colonialistes et de racistes **(3)**, dont les rêves frénétiques prennent les aspects d'une triple marche militaire sur Rabat, Tunis et Paris.

L'hésitation des généraux à s'engager dans cette folle et sanglante aventure nous laisse un répit dont il nous faut profiter.

Aux Comités de Salut Public créés en Algérie doit répondre en France la constitution de Comités de Vigilance, et surtout, de Comités d'Action Révolutionnaire. Nul ne peut demeurer neutre dans un conflit où menacent de s'anéantir nos dernières libertés.

Il faut agir et agir vite.

Les trois grandes centrales syndicales ont pris assez nettement position. Le rôle des anarchistes est de les pousser en avant, vers une action directe pour barrer la route au fascisme militaire.

Dans la "légalité républicaine", si c'est possible. Mais si cela est nécessaire, dans la rue...

Nous serions impardonnables si, pour de vains prétextes de préserver notre "pureté" idéologique, nous restions en dehors de cette lutte.

Mais nous devons entrer dans ce combat avec notre drapeau déployé et avec nos propres mots d'ordre. Sans lancer d'exclusive contre personne, mais non plus sans rien renier de ce qui est notre raison d'être et de lutter.

Partout où il y a des anarchistes, il faut que ceux-ci se manifestent, animent les Comités de Vigilance et d'Action Révolutionnaire et s'imposent par leur action - sans laisser aux seuls communistes le bénéfice de défendre une liberté que leurs amis ont assassinée à Budapest!

Maurice FAYOLLE

Dernière heure: La menace se précise : les fascistes ont tenté et réussi un coup de force en Corse. L'ennemi dispose maintenant d'un relai pour la conquête de la métropole. Le gouvernement a immédiatement réagi: il a interdit les éditions spéciales de journaux et institué une censure "préventive" de la presse. De qui se moque-t-on? Va-t-on enfin se décider à agir? La parole est au peuple.

(2) A l'heure où j'écris ces lignes, la radio annonce qu'une escadrille de l'Armée de l'Air a survolé une région de la France en formation de croix de Lorraine; l'avertissement est clair.

(3) La participation «spontanée» des «musulmans aux manifestations publiques ne peuvent faire illusion, pas plus que la soudaine acceptation par les ultras du Collège Unique, dont le refus obstiné a été la cause des échecs de toutes les tentatives antérieures de réformes libérales. Pour comprendre ces réactions, apparemment stupéfiantes, il faut les situer dans le "climat" actuel de l'Algérie. Mais elles seront circonstancielles. L'exaltation tombée, le peuple algérien reviendra vers sa lutte libératrice et les colonialistes vers la sauvegarde de leurs privilèges raciaux.